RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

LISTE DES SERVICES PUBLICS ELIGIBLES AU LABEL « SERVICES PUBLICS + »

—

Annexe 3 du guide du label

Février 2024

Direction interministérielle de la transformation publique

Introduction

Les services publics éligibles à la labellisation « Services Publics + »

Conformément à l'arrêté du 31 aout 2023 portant création du label « Services Publics + », le dispositif de labellisation est ouvert :

- aux services centraux et déconcentrés de l'État
- aux établissements publics de l'État
- aux établissements publics locaux d'enseignement
- aux organismes de sécurité sociale,
- aux établissements publics de santé.

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics engagés volontairement dans la mise en œuvre du programme Services Publics + peuvent également candidater au label selon les modalités définies dans le guide du label.

Un service public non référencé dans la présente liste et souhaitant être candidat au Label « Services Publics + » est invité à adresser une demande spécifique à la DITP (par l'intermédiaire de son service public central de rattachement le cas échéant).
La demande sera examinée en concertation avec le ministère de rattachement du service public demandeur.

Après accord, la DITP actualisera la présente liste des services publics éligibles.

Historique des modifications

Date	Descriptif
07/02/2024	Création du document – version initiale

Les services publics éligibles au label « Services Publics + »

Services centraux et déconcentrés de l'Etat
Etablissements publics de l'État
Etablissements publics d'enseignement locaux
Organismes de sécurité sociale
Etablissements publics de santé

Légende :

Service public « central » (au sens du guide du label « Services Publics + »)

Service public « local » (au sens du guide du label « Services Publics + »)

A

Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)

Agence nationale des titres sécurités (ANTS)

Agence de services et de paiement (ASP)

- Direction régionale de l'Agence de services et de paiement

Archives nationales

B

Bibliothèque nationale

C

Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (CCMSA)

- Caisse de Mutualité Sociale Agricole (Caisse MSA)

Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF)

- Caisse d'Allocations Familiales (CAF)

Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM)

- Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM)

Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV)

- Caisse régionale de Retraite et de Santé au Travail (CARSAT)

Caisse Nationale Militaire de Sécurité sociale (CNMSS)

Casier judiciaire national (CJS)

Centre de documentation Economie et Finances (CEDEF)

Centre national des Œuvres universitaires et Scolaires (CNOUS)

Centre Régional des Œuvres universitaires et Scolaires (CROUS)

Consulat

D

Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)

- Etablissement pénitentiaire

Direction départementale des territoires (DDT)

Direction des territoires et de la mer (DDTM)

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités et de la protection des populations (DDETS-PP)

Direction des Affaires Culturelles (DAC)

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF)

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL)

Direction régionale des Affaires Culturelles (DRAC)

Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)

Direction régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

- Direction régionale des douanes et des droits indirects (DRDDI)

Direction générale des finances publiques (DGFiP)

- Direction départementale des finances publiques (DDFiP), incluant service(s) des impôts des particuliers (SIP), service(s) des impôts des entreprises (SIE) et service(s) de gestion comptable (SGC) et services / centres des impôts fonciers
- 0809 401 401 - Plateforme de renseignements et d'assistance des particuliers de la Direction Générale des Finances Publiques
- Service des impôts des entreprises (SIE)
- Service des impôts des particuliers (SIP)
- Service de gestion comptable (SGC)
- Service / centre des impôts fonciers

Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN)

- Groupement de gendarmerie

Direction Générale France Travail

- Agence France Travail

Direction Générale de la Police Nationale (DGPN)

- Commissariat

Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DPJJ)

- Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ)

Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN)

Direction des Services Judiciaires (DSJ)

- Tribunal judiciaire
- Cour d'appel

Direction du Service Nationale et de la Jeunesse (DSNJ)

- Centre du service national

E

Etablissement d'enseignement agricole

Etablissement d'enseignement supérieur

Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE)

Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer)

Etablissement public d'enseignement local

Etablissement public de santé

F

Espace France Services
(Candidature intégrée dans celle d'un service public éligible porteur - ex. Commune)

I

Institut national de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)

O

Office Nationale des Combattants et des Victimes de Guerre (ONaCVG)

- Service départemental chef lieu de région de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (SDCLR)

M

Monument historique

Musée national

P

Préfecture

R

Rectorat

S

Service Central d'Etat Civil (SCEC)
Sous-préfecture

U

Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales - Caisse nationale

- Caisse régionale URSSAF
- Caisse générale de Sécurité Sociale (CGSS)
- Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte (CSSM)

Université

- Composante d'université
- Service d'université

Collectivités territoriales

C

Collectivité à statut particulier
Commune

D

Département

E

Etablissement public de coopération intercommunale

R

Région

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Pour en savoir plus, rendez-vous sur
www.plus.transformation.gouv.fr

Ce document a été réalisé par les équipes de la
direction interministérielle de la transformation publique

www.modernisation.gouv.fr

FEVRIER 2024